



VB/cf - Div n° 5996_04

Paris, le 30 avril 2024

PROGRAMME DE VEILLE 2024 DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE SUR LES SOCIÉTÉS DU SBF 120

ALERTE N° 46 CONCERNANT CGG

Cette analyse est plus particulièrement destinée aux responsables de l'exercice des droits de vote dans les sociétés de gestion et/ou aux correspondants « gouvernement d'entreprise » de l'AFG.

L'AFG, qui a publié la version 2024 de ses « Recommandations sur le gouvernement d'entreprise », alerte sur les résolutions des assemblées générales des sociétés du SBF 120 contraires à ce code de gouvernement d'entreprise dans le cadre de son programme de veille. Ces analyses ne constituent en aucune manière des conseils en vote. Nous vous rappelons par ailleurs que l'exercice des droits de vote attachés aux titres figurant à l'actif des OPC s'inscrit dans la politique d'engagement actionnarial des sociétés de gestion.



CGG

DATE DE L'ASSEMBLEE GENERALE : 15 MAI 2024

RESOLUTIONS CONCERNEES PAR LES RECOMMANDATIONS DE L'AFG

- **RESOLUTION 7 : Politique de rémunération**

Analyse

La politique de rémunération de la Directrice Générale présentée au vote des actionnaires prévoit la possibilité pour le conseil de modifier les critères de performance de la rémunération variable pour tenir compte de circonstances exceptionnelles. La société fait valoir que celle-ci se trouverait plafonnée par rapport à la rémunération fixe.



Référence

Extrait des recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2024 : II-C- 3

Le conseil (d'administration ou de surveillance), qui décide de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, est responsable de la publicité et de la transparence de la politique de rémunération de ces derniers.

Il doit communiquer aux actionnaires, s'agissant des personnes exerçant la fonction de dirigeant mandataire social, la philosophie et le raisonnement qui ont présidé à l'établissement de cette politique de rémunération, notamment le lien existant entre rémunération, performance et objectifs de performance.

L'AFG demande la transparence sur les montants, notamment la rémunération fixe sur l'année à venir, et sur toutes les formes et bases de calcul des rémunérations individuelles, directes ou indirectes, immédiates ou différées, par la société ou ses filiales, en France et à l'étranger, des dirigeants mandataires sociaux, y compris « stock-options » et actions gratuites (précisant ce qu'il en advient en cas de départ de l'entreprise), tout système de retraite (en précisant si celui-ci est identique à celui des autres cadres du groupe ou spécifique), indemnités de départ, avantages particuliers, ainsi que la rémunération globale versée aux dix personnes les mieux rémunérées exerçant des fonctions de direction.

La politique de rémunération ne devrait pas prévoir la possibilité d'une rémunération exceptionnelle.



GOUVERNANCE

1. Composition du conseil d'administration de CGG

Le conseil d'administration de CGG comportera, à l'issue de l'assemblée générale, 87,5% de membres libres d'intérêts, en conformité avec les recommandations de l'AFG (dans l'hypothèse où les résolutions correspondantes seraient acceptées).



Présenté	Nom	Affiliation	Qualif AFG	Taux de présence	Genre	Age	Nat	Durée	Fin du mandat	Nombre mandats		Comités		
										DG	Ad	Audit	Nom	Rem
	Philippe Salle	Président	Libre d'intérêts	100%	M	58	FR	6	2025	0	1			
	Sophie Zurquiyah	Directrice Générale	Non libre d'intérêts	100%	F	57	US	6	2026	1	1			
	Patrick Choupin	Représentant des salariés	Non libre d'intérêts	100%	M	47	FR	3	2025	0	1		M	M
	Michael Daly		Libre d'intérêts	100%	M	70	UK	9	2025	0	1			
	Anne- France Laclide- Drouin		Libre d'intérêts	100%	F	56	FR	7	2025	0	2	P		
<input checked="" type="checkbox"/>	Helen Lee Bouygues		Libre d'intérêts	100%	F	51	US	6	2028	0	5	M		
	Colette Lewiner		Libre d'intérêts	100%	F	78	FR	6	2027	0	2	M	P	P
<input checked="" type="checkbox"/>	Olivier Jouve		Libre d'intérêts	Nouveau	M	58	FR	Nouveau	2028	0	1			
	Mario Ruscev		Libre d'intérêts	100%	M	67	FR	6	2027	0	1		M	M

2. Spécificités

- Les statuts de CGG comportent des actions à droit de vote double sous condition de détention de deux ans.
- La société change de dénomination sociale qui devient "Viridien".
- La société ne se conforme pas aux recommandations de l'AFG qui préconisent l'existence de deux comités distincts de rémunération et de sélection.



Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de mes sentiments distingués.

Jérôme ABISSET

